Le paysage humanisé au Québec

Un statut d'aire protégée victime de la complexité du paysage

*Humanised Landscapes in Quebec – A Protected Area Status Prey to the
Complexity of the Landscape*

Gérald Domon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/paysage/10506>

DOI : 10.4000/paysage.10506

ISSN : 1969-6124

Éditeur :

École nationale supérieure du paysage de Versailles-Marseille, Institut national des sciences
appliquées Centre Val de Loire - École de la nature et du paysage, École nationale supérieure
d'architecture et de paysage de Bordeaux, École nationale supérieure d'architecture et de paysage de
Lille, Agrocampus Angers

Référence électronique

Gérald Domon, « Le paysage humanisé au Québec », *Projets de paysage* [En ligne], 12 | 2015, mis en
ligne le 02 juillet 2015, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/paysage/10506> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/paysage.10506>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

Projets de paysage

Le paysage humanisé au Québec

Un statut d'aire protégée victime de la complexité du paysage

Humanised Landscapes in Quebec – A Protected Area Status Prey to the Complexity of the Landscape

Gérald Domon

- 1 Comme de nombreux pays occidentaux, le Québec a connu, au cours des dernières décennies, une progression significative d'une double demande sociale en matière de territoire. Demande pour la protection des milieux naturels et de la biodiversité. Déjà bien présente dans les années 1970, comme le démontre l'analyse de l'histoire des parcs nationaux canadiens et québécois (Bourdages *et al.*, 1984, Craig-Dupont, 2011), elle n'a cessé de s'accroître à la suite, notamment, de l'adhésion du gouvernement québécois à la Convention sur la diversité biologique de 1992 (Québec, 2011). Demande également pour la protection des paysages, leur mise en valeur et leur prise en compte en aménagement du territoire. Ainsi, dès le milieu des années 1980, des revendications citoyennes prenaient appui sur la question du paysage pour mettre en cause l'implantation de certains équipements et infrastructures (Domon et Ruiz, 2015).
- 2 Or, le gouvernement québécois devait tarder à prendre acte de cette double demande. En 2000, par exemple, malgré (ou en raison) de l'abondance des superficies sauvages inhabitées, les espaces protégés ne représentaient toujours que 2,7 % du territoire québécois, la portion sud de celui-ci, soit là où se concentrent la majorité de la population mais aussi les écosystèmes forestiers les plus riches en espèces (Grondin, 2009), était particulièrement sous-représentée (Gaudreau, 2007). De même, toujours en 2000, soit l'année de l'adoption de la Convention européenne du paysage, il n'y avait encore ni de programme ou de politique de paysage, ni simplement de référence à celui-ci au sein du cadre législatif québécois.
- 3 En instaurant un nouveau statut d'aires protégées relevant de la catégorie V selon la classification de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), la loi sur la conservation du patrimoine naturel (LPCN) adoptée en 2002 venait mettre en place un outil susceptible de combler ce double retard. Ainsi, en utilisant le terme *paysage humanisé* pour désigner ce statut et en le définissant comme des « aires [...]

constituées à des fins de protection de la biodiversité d'un territoire habité [...] dont le paysage et les composantes naturelles ont été façonnés par des activités humaines en harmonie avec la nature [...] », le législateur agissait sur les deux plans. D'une part, en l'inscrivant dans la LPCN, il assurait pour la toute première fois une forme de reconnaissance légale au paysage¹. D'autre part, il visait spécifiquement la protection de la biodiversité en territoire habité, soit comme signalé, une portion du Québec sous-représentée au plan des aires protégées. Cela dit, en retenant la biodiversité comme première porte d'entrée sur la prise en compte du paysage, le gouvernement québécois empruntait une voie qui se démarquait fortement de la Convention européenne des paysages adoptée deux ans plus tôt, c'est-à-dire une voie qui pourrait chercher à tenir compte de certaines particularités historiques, géographiques et écologiques du continent nord-américain.

- 4 Or, en dépit du fait que la présence accrue d'aires protégées dans la portion sud du Québec ait été hissée au rang des priorités gouvernementales et que, pour ce faire, le statut de paysage humanisé a été reconnu comme un des outils privilégiés (Québec, 2011), aucun n'a été mis en place 12 ans plus tard.
- 5 Comment expliquer la difficulté du statut à trouver place dans la pratique ? Dans quelle mesure la prédominance accordée à la biodiversité et donc à la dimension naturelle du paysage peut-elle expliquer cette difficulté ? Mais d'abord, comment en est-on venu à retenir la biodiversité comme première porte d'entrée sur le paysage ? Ce sont là les questions à la base du présent article. Après avoir, dans un premier temps, rapidement présenté les grandes caractéristiques du statut et de la procédure de reconnaissance, les pages qui suivent retracent, dans un second temps, les principaux travaux, rapports et recherches qui ont alimenté la démarche gouvernementale en matière de prise en compte du paysage. Enfin, sur ces bases, et à la suite d'un bref état des lieux des projets de paysage humanisé en cours, il propose une analyse visant à mieux cerner et comprendre les principaux facteurs auxquels se heurte l'application de ce statut.

Le paysage humanisé, un statut d'aire protégée innovant pour le Québec

- 6 Au moment de l'adoption de la LPCN en décembre 2002, le Québec dispose de nombreux statuts de protection des milieux naturels et de biodiversité mais aucun ne relève alors de la catégorie V de l'UICN. Le statut de paysage humanisé viendra combler ce vide. En regard des autres statuts d'aires protégées québécoises, il innove, de par sa définition et ses caractéristiques internes, sur deux plans distincts.
- 7 D'abord, alors que les catégories I (ex. : réserve écologique), II (ex. : parcs nationaux québécois), III (ex. : réserve de biodiversité) et IV (aire de confinement du cerf de Virginie) portent essentiellement sur la biodiversité « naturelle » et présupposent l'exclusion de l'homme des espaces ainsi protégés, ce statut viendra, pour la première fois, porter l'attention sur la biodiversité liée à la présence et à l'activité humaines (Courcier et Domon, 2009).
- 8 Ensuite, la mise en place de paysages humanisés doit résulter non pas d'un exercice de planification du gouvernement central mais bien d'une initiative locale. Ainsi, ce sont les collectivités locales qui, animées par une vision d'avenir partagée pour leur territoire, doivent initier et porter la démarche visant l'obtention du statut. Cette

démarche, relativement complexe, exige donc dans un premier temps l'appui de la population concernée (acceptabilité sociale du projet) puis, une série d'échanges entre les porteurs de dossier et les instances gouvernementales à qui, de manière ultime, revient la décision d'attribuer ou non le statut (voir figure ci-dessous)⁹. Par ailleurs, à titre d'initiatrices et de porteuses de dossiers, il revient aux collectivités locales de prendre en charge les différentes démarches menant à la reconnaissance de même que l'animation et le développement du paysage humanisé une fois cette reconnaissance obtenue, aucun programme financier n'étant prévu à ces fins du côté gouvernemental.

Figure 1. Les différentes étapes conduisant à l'obtention du statut de paysage humanisé (MDELC, 2015)

Le paysage humanisé ou la reconduction d'une division historique

- 9 Si, au Québec, l'analyse exhaustive des démarches de paysage reste à réaliser (Domon et Ruiz, 2015), tout indique qu'il faille retourner aux années 1970 pour retracer les voies empruntées par la réflexion ayant conduit à la prise en compte explicite de la question du paysage par l'État québécois à travers le statut de paysage humanisé. Ainsi, deux études publiées simultanément en 1977 ressortent comme marquantes, l'une empruntant la voie de l'écologie et de la nature, l'autre la voie visuelle et culturelle.
- 10 Dans la foulée de l'émergence du concept d'écosystème et de la mise à la disposition de couvertures de photographies aériennes, quelques décennies plus tôt, la cartographie écologique du territoire a suscité dans les années 1960 et 1970 un vif intérêt et ce, particulièrement dans les pays présentant de vastes étendues peu accessibles (Ducruc, 2015). Au Canada, sous l'égide de Pêches et Environnement Canada, une équipe de

forestiers, d'agronomes et d'écologues s'est employée à développer une approche systématique et exhaustive de cartographie et de classification écologique du territoire. Il s'agissait de produire une base écologique à la planification du territoire et, donc, de pouvoir « déterminer les alternatives de développement les plus conformes au maintien des équilibres écologiques » (Jurdant *et al.*, 1977, p. 5). Pour ce faire, outre la mise à disposition d'imposantes bases de données descriptives, l'approche avait pour but de produire un ensemble de cartes interprétatives dont des cartes d'intérêt visuel des paysages que présentaient les différentes unités écologiques du territoire. Du coup, un premier lien formel était établi entre caractéristiques écologiques du territoire et paysage. Plus encore, en se penchant sur la distribution et l'analyse spatiale des écosystèmes, « l'approche Jurdant » venait consolider les acquis de la cartographie écologique reconnue plus tard comme une des bases de l'écologie du paysage (Zonneveld, 1990).

- 11 L'année même où les travaux de l'équipe Jurdant sont publiés, paraît donc une autre étude importante sur les paysages supportée cette fois par le ministère des Affaires culturelles du Québec (MAC)³ (Bureau, 1977 ; Raveneau, 1977). Initiés dans le cadre des travaux de révision de la loi sur les biens culturels adoptée en 1972, les travaux de l'équipe Bureau et Raveneau, composée cette fois de sociologues, d'historiens de l'art et de géographes l'amènent, dans un premier temps, à mettre en avant la notion de paysages culturels, soit des paysages qui « témoignent des caractères culturels de la population qui occupe le milieu » (Raveneau, 1977 p. 138) ; et, dans un second temps, à proposer une méthode de caractérisation des paysages basée sur l'idée que « les formes des paysages (révélées par l'analyse morphologique) dans un espace donné sont la résultante de l'interaction entre les agents humains (révélés par l'analyse du peuplement) et le cadre physique qui les supporte, ceci à travers des systèmes de valeurs (révélés par l'analyse perceptuelle) conditionnant l'action des acteurs » (*ibid.*, p. 137).
- 12 Si les deux études avaient en commun la volonté d'influencer l'action soit, dans le premier cas, de fournir l'information nécessaire pour orienter le développement afin d'optimiser les potentiels naturels du milieu et, dans le second, de proposer une méthode d'inventaire conduisant de manière ultime à la classification et à la protection des paysages de la région de Charlevoix, elles ont aussi en commun de ne pas avoir eu de retombées véritables sur ce plan. Aussi, Michel Jurdant allait-il délaissier largement l'écologie scientifique pour se concentrer sur l'écologie politique à travers notamment son implication au sein des Amis de la Terre (Jurdant, 1984). Pour sa part, amené, quelque 30 ans plus tard, à revenir sur son étude, Luc Bureau signalait que : « Nous avons longtemps regretté que notre rapport et nos recommandations aient été "tablettés". Mais on n'était pas dupes. On se doutait bien que ce projet de recherche avait été lancé pour permettre aux décideurs politiques de gagner du temps et pour reporter un problème à plus tard. » (Deglise, 2008.) Chacune d'elles allait toutefois tracer la voie à un ensemble de travaux subséquents.
- 13 Ainsi, l'approche Jurdant fut portée avec vigueur par une partie de l'équipe qui, au début des années 1980, fut relocalisée au ministère de l'Environnement du Québec⁴. D'une part, différents projets de cartographies seront réalisés en prenant pour base l'approche originale. D'autre part, un important travail de développement conceptuel sera mené en parallèle. Ainsi, dans un texte visant à préciser les bases théoriques et conceptuelles de l'approche dorénavant désignée sous le vocable de Cadre écologique

de référence (CER), Ducruc (1991) prendra largement appui sur des textes d'auteurs tels que Zonneveld, Forman et Naveh, inscrivant ainsi explicitement le CER au sein de l'écologie du paysage alors en pleine émergence. Tout au cours des années 1990, la direction de la Conservation et du Patrimoine écologique sera ainsi amenée à jouer un rôle de premier plan au sein de la Société canadienne d'écologie et d'aménagement du paysage. Outre les sorties terrain et la publication d'un bulletin d'information, elle sera à l'origine du quatrième congrès de cette société, lequel donnera lieu à la publication d'un ouvrage laissant une large place à la présentation des fondements et des applications du CER (Domon et Falardeau, 1995).

- 14 Bien que plus discret dans les années suivant la publication de l'étude de Luc Bureau, le MAC s'intéressera à nouveau au paysage à compter du début des années 1990 en commandant une étude qui « [...] vise à mettre au point une méthode de lecture pour caractériser des paysages construits à l'intention des décideurs publics aux prises avec des choix d'aménagement et d'urbanisme » (Poullaouec-Gonidec *et al.*, 1993 p. 4). En retenant, pour ce faire, les dimensions esthétique, patrimoniale et ethnologique, l'étude « Trois regards sur le village de Verchères, essai de caractérisation du paysage » (*ibid.*, 1993) s'inscrit alors, tout en la développant et l'actualisant, dans la perspective des travaux de Bureau et Raveneau.
- 15 Tout au cours des années 1970, 1980 et de la première moitié des années 1990, la réflexion et les démarches initiées par l'État québécois empruntent donc deux voies distinctes, l'une portée par le ministère de l'Environnement (MENV), l'autre par le ministère de la Culture du Québec (MCQ). En cela, elles ne font sans doute que refléter la division nature/culture qui persiste alors au sein de la communauté scientifique (Barbour, 1995 ; Charyolin, 2003). À titre d'exemple, dans le prologue d'un livre publié en 1985 dans la foulée de la tenue d'un important colloque sur le thème « Paysage et système », livre qui présente les contributions d'une vingtaine de chercheurs québécois et européens, les auteurs principaux prennent-ils la peine de souligner, en guise de prologue, que « (l)'idée maîtresse du livre fut de considérer certains liens qui peuvent exister entre différentes approches du paysage. Notamment, entre l'analyse des structures spatiales écologiques et l'analyse du paysage perçu » (Berdoulay et Phipps, 1985, p. 7).
- 16 Or, tout aussi réelle qu'elle fût au cours des quelque vingt années qui ont suivi la publication des travaux des équipes de Jurdant et de Bureau et Raveneau, cette division s'était fortement atténuée au tournant des années 2000, au sein de la communauté scientifique à tout le moins. À titre d'exemple, dans un vaste projet visant le développement d'une méthode de repérage des paysages d'intérêt patrimonial, le cadre écologique de référence avait servi à la caractérisation de l'assise physique et jeté les bases de la compréhension des dynamiques physico-spatiales sous-jacentes à la persistance des formes d'occupation anciennes (Domon *et al.*, 2000). À titre d'exemple encore, dans son rapport déposé en novembre 2000, Le Groupe-conseil sur la politique du patrimoine culturel du Québec insistait sur le caractère très englobant du concept de paysage. Ainsi, reconnaissant les liens qui unissent les différentes dimensions du concept, on y soulignait notamment que « (l)e paysage désigne ainsi le résultat des interactions entre les populations, leurs activités (la culture) et les lieux qui les accueillent. Avec les progrès de l'écologie et de la géographie historique, le mot a évolué vers la notion riche et englobante de système, c'est-à-dire d'ensemble

dynamique de relations entre les êtres vivants occupant un espace donné » (Groupe-conseil sur la politique du patrimoine culturel du Québec, 2000, p. 19).

- 17 Si ces études et rapports témoignent de l'évolution de la pensée des spécialistes en regard du concept de paysage, force est d'admettre que cette évolution ne s'est pas traduite au niveau politique. Ainsi, constatant l'absence de statut correspondant à la catégorie V de la classification des aires protégées proposée par l'UICN, le MENV insère certes le statut de paysage humanisé dans la LCPN de 2002 mais apporte à la définition une modification qui, bien qu'en apparence banale, n'en demeure pas moins fondamentale. Aussi, d'« (u)ne aire protégée où l'interaction des hommes et de la nature a produit, au fil du temps, une aire qui possède un caractère distinct, avec des valeurs écologiques, biologiques, culturelles et panoramiques considérables, et où la sauvegarde de l'intégrité de cette interaction est vitale pour protéger et maintenir l'aire, la conservation de la nature associée ainsi que d'autres valeurs », l'aire protégée de catégorie V devient plutôt dans la LCPN une « aire constituée à des fins de protection de la biodiversité d'un territoire habité, terrestre ou aquatique [...] » (nous soulignons). En faisant de la protection de la biodiversité non pas une des valeurs des aires protégées de catégorie V mais bien leur valeur première, la définition proposée par la LCPN venait, d'une part, reconduire au sein du cadre législatif québécois la division historique entre nature et culture opérée au sein du concept de paysage mais aussi, et peut-être surtout, d'autre part, respecter le domaine de compétence traditionnel du MCQ. Aussi, 10 ans plus tard, ce dernier était-il amené à mettre en avant le statut de « paysage culturel patrimonial », soit un statut dont la définition n'est pas sans rappeler celle du paysage humanisé mais dont les motifs de désignation sont, cette fois, essentiellement centrés sur les dimensions historique, identitaire et emblématique⁵.
- 18 Si la mise en place du statut de paysage culturel patrimonial demeure trop récente pour tirer quelque enseignement que ce soit quant à sa portée réelle, les 12 années qui se sont écoulées depuis celle du statut de paysage humanisé permettent de proposer un certain nombre d'hypothèses fondées en regard des opportunités et des contraintes découlant de la double voie retenue par l'État québécois pour aborder le paysage. Avant de procéder à la présentation de ces hypothèses, les paragraphes qui suivent proposent toutefois un bref état des lieux du statut.

La mise en application du statut, état des lieux

- 19 Mis en place dans un contexte de forte émergence de la demande sociale⁶, le statut de paysage humanisé a initialement fait l'objet de nombreuses manifestations d'intérêt et ce, dans plusieurs régions du Québec : vallée de la Batiscan, Île Verte, îles de la Madeleine, Cantons-de-l'Est (Memphrémagog), etc. Or, en dépit de cet intérêt, aucun paysage humanisé n'a, comme mentionné, été constitué à ce jour et seuls trois projets demeurent en développement.
- 20 Situé en Gaspésie, regroupant quatre municipalités totalisant 630 km² et comptant une population de quelque 2 700 personnes, le projet de l'Estran aura été, en 2004, le tout premier à viser l'obtention du statut. Marqué par la dévitalisation résultant de l'épuisement des ressources naturelles (ressources halieutiques, forestières, minières), le territoire de l'Estran est alors confronté à d'importants enjeux que résumant de la sorte les deux principaux initiateurs du projet : « Ainsi, l'enjeu principal d'un tel projet, porteur de grands espoirs pour les communautés visées, est donc la survie à long terme

de ces milieux, un attachement plus fort au pays et le maintien des personnes dans la région. L'enjeu c'est aussi de garder le pouvoir de choisir et de faire confiance à un virage socioéconomique majeur vers le développement durable [...]. L'enjeu c'est encore de pouvoir faire le pari qu'une gestion plus écologique des ressources et du territoire, que la conservation de la diversité biologiques, des paysages et des traits culturels spécifiques à une région seront bénéfiques aux personnes et aux collectivités qui l'auront adopté. » (Côté et Gerardin, 2009, p. 332.)

Figure 2. Situé en bordure du golfe du Saint-Laurent, l'Estran a été le premier territoire à faire l'objet d'une démarche de reconnaissance de paysage humanisé

Source : Gérald Domon.

- 21 C'est dire que « (s)i l'objectif premier des paysages humanisés doit être la protection de la biodiversité, cette protection doit se faire à travers un projet collectif prenant appui sur une vision de développement » (*ibid.*, p. 319). Amorcé en 2004, puis mis en veilleuse en 2007 suite à un désaccord entre les municipalités en regard notamment de l'importance des retombées attendues du statut (*ibid.*, p. 344), le projet qui a été relancé en 2009 par deux des municipalités initiales en est aujourd'hui au stade de la finalisation du plan de conservation.
- 22 Localisée aux marges de la ville de Montréal, l'île Bizard, où se trouve le second projet en cours de développement, a été cultivée depuis le début de la colonisation, soit à partir du milieu du XVIII^e siècle. Or, les pressions d'urbanisation ont aujourd'hui largement effacé les traces de ce passé agricole mais ce, à l'exception de la partie ouest de l'île où subsiste un paysage de type bocager. L'alternance de champs cultivés et de zones en friche avec plusieurs stades de succession (champs, friches arbustives et friches arborescentes), séparés par des massifs boisés de taille variable (dont une grande érablière sucrière mature), des murets de pierres et des haies, y favorise différentes espèces animales et constitue des corridors intéressants pour le

déplacement de la faune, plusieurs espèces à statut précaire y ayant été répertoriées (Courcier et Domon, 2015). Ce sont ces « particularités du territoire, la mixité des fonctions et la richesse des patrimoines que le projet vise à pérenniser et mettre en valeur » (ville de Montréal, 2014, p. 3). Amorcés dans la foulée de la consultation publique sur le plan concept de l'écoterritoire du corridor écoforestier de l'Île Bizard au milieu des années 2000, les travaux visant la mise en place d'un paysage humanisé ont conduit au dépôt à l'automne 2014 d'une demande de reconnaissance auprès du MENV, officialisant ainsi la démarche.

Figure 3. La demande de reconnaissance d'un paysage humanisé dans la portion ouest de l'Île Bizard, déposée par la ville de Montréal à l'automne 2014, fait notamment valoir la persistance d'un paysage bocager dans un contexte de pression d'urbanisation

- 23 Le troisième projet en voie de développement recoupe trois îles totalisant 465 ha, situées dans le lac Saint-Pierre, un renflement du fleuve Saint-Laurent entre Montréal et Québec. En regard du statut de paysage humanisé, son intérêt tient à deux principaux facteurs : d'abord, à une riche biodiversité résultant de facteurs naturels, des pratiques agricoles et des modes de gestion du niveau des eaux ; ensuite, à la présence d'une des dernières communes héritées du système français, soit un pâturage dont le caractère communal est aujourd'hui menacé en raison de la diminution constante du nombre de producteurs intéressés par la « mise en commun » de leurs bêtes. Dans ces circonstances, le projet vise à la fois à assurer la pérennité des qualités du site mais aussi à actualiser la vocation de la commune. Amorcé en 2012, le projet en est à la finalisation de la demande de reconnaissance par les porteurs de dossier.

Figure 4. Les îles de Berthier présentent un intérêt qui tient notamment à la richesse de la biodiversité résultant des modes de gestion du niveau des eaux

Source : Julie Ruiz.

- 24 De ce rapide bilan des suites données à la mise en l'avant du statut de paysage humanisé, on retiendra que les nombreuses manifestations d'intérêt demeurées sans suite, tout autant que la durée des démarches en cours, démarches dont les résultats demeurent incertains, révèlent les difficultés bien réelles à « faire atterrir » ce statut sur le terrain. Comment donc expliquer ces difficultés ?

L'absence de ressources, un frein réel à un double niveau

- 25 À l'évidence la faiblesse, voire l'absence de ressources professionnelles, matérielles et financières mises à la disposition des collectivités pour la réalisation des projets, est à considérer en tout premier lieu. Cette absence de ressources se manifeste à deux niveaux distincts.
- 26 Elle se manifeste d'abord au niveau de la réalisation des démarches inscrites dans la procédure menant à l'obtention du statut, démarches qui commandent des compétences spécifiques : réalisation d'un diagnostic paysager, rédaction de la demande de reconnaissance, élaboration du plan de conservation, etc. Aussi, outre quelques aides ponctuelles puisées à même différents programmes gouvernementaux, les travaux et démarches visant l'obtention du statut doivent-ils reposer soit sur le bénévolat (Estran, îles de Berthier), soit encore sur la réaffectation des ressources, souvent limitées, déjà vouées à la protection et à la mise en valeur de la biodiversité (Île Bizard).

- 27 Elle se manifeste ensuite au niveau de l'opérationnalisation, de l'animation et du développement des territoires, une fois le statut obtenu. Ainsi, si la procédure prévoit que la démarche, de par sa nature ascendante, parte des collectivités locales pour monter au national, elle ne prévoit, en contrepartie, aucun retour de ressources professionnelles, matérielles ou financières. Du coup, l'État se trouve à déléguer aux instances locales sa responsabilité de protéger ce bien commun qu'est la biodiversité sans reconnaître les coûts liés à une telle responsabilité. Dans ces circonstances, ces coûts, ceux résultant par exemple de la restriction des usages attrayants au plan économique mais susceptibles de porter atteinte à la biodiversité (ex. : exploitation forestière ou minière) demeurent, pour les résidents, davantage tangibles que les éventuels bénéfices pouvant découler de l'obtention du statut. Dans ces circonstances donc, l'atteinte de l'acceptabilité sociale, posée comme condition pour l'attribution du statut, demeure un défi réel comme en témoigne par exemple la mise en veilleuse, en 2007, de la démarche menée en Estran et le retrait subséquent de deux des quatre municipalités initiales.
- 28 Si donc les conséquences de l'absence de ressources pour les projets paraissent bien réelles, cette absence pourrait, dans les faits, renvoyer à des causes plus profondes. Ainsi, comment expliquer une telle absence alors même que le gouvernement québécois a, au cours des 15 dernières années, consenti des ressources considérables pour développer son réseau d'aires protégées, faisant passer celles-ci de 2,7 % du territoire en 2000 à 8,35 % en 2011 avec, pour objectif, 12 % en 2015 ? Deux facteurs semblent devoir être évoqués. Le premier a trait à la nature de la biodiversité visée par le statut, le second au recours au terme paysage pour désigner ce statut.

Un statut qui se heurte à une double complexité

- 29 Le paysage humanisé vise donc la protection en territoires habités d'une biodiversité spécifique, soit celle dont la présence est liée à l'action humaine. Ce faisant, il relève comme mentionné en introduction, de la catégorie V de l'UICN, une catégorie d'aires protégées dont la pertinence a longtemps été considérée comme étant limitée à l'Europe (Phillips, 1998). En Amérique du Nord où les efforts de conservation ont historiquement porté sur les milieux perçus comme intouchés par l'homme, l'idée que la « nature » présente sur certains territoires façonnés par l'homme doive mériter l'attention demeure effectivement une perspective nouvelle (Judd, 2006 ; Otte *et al.*, 2007). Ainsi, bien que les écologues reconnaissent aujourd'hui l'importance de la biodiversité liée à l'action humaine au point de désigner comme menacées des espèces qui, tel le goglu des prés (*Dolichonyx oryzivorus*), sont caractéristiques de certains milieux agricoles (Cosepac, 2010), le mouvement conservationniste québécois demeure, comme ailleurs en Amérique du Nord (McEachren, 2001 ; Campbell, 2011), animé par l'image du *wilderness* (Gerardin, 2012), soit par la valorisation de cet archétype de la nature « vierge » à préserver (Joliet, 2014). On doit à cette valorisation de la nature vierge l'augmentation significative d'aires protégées et la mise en réserve récente de vastes étendues naturelles du nord québécois : parcs nationaux de Tursujuq (créé en 2013, 26 121 km²), de Kuururjuaq (créé en 2009, 4460 km²), de Pingualuit (créé en 2004, 1133 km²), etc. Cela dit, la prégnance du *wilderness* n'est pas sans conséquence pour les territoires habités. Reproduisant le dualisme qui place l'homme hors de la nature (Cronon, 1996), le *wilderness* a pour effet d'entretenir une certaine dévalorisation de la

nature liée aux activités humaines (White, 2004). Aussi, le paysage humanisé en portant non pas sur la biodiversité dite naturelle mais sur celle liée à l'activité humaine relève-t-il d'une autre culture que celle de la conservation pure et dure de la nature sauvage (Gerardin, 2010) qui a mobilisé et continue de mobiliser les ressources disponibles pour les aires protégées.

- 30 Enfin, et davantage encore, c'est peut-être la reconduction de la division historique entre nature et culture qui permettrait d'expliquer le faible appui au statut et, conséquemment, l'absence de paysage humanisé plus de douze ans après son inscription dans le cadre législatif. En faisant de la biodiversité non pas simplement une des qualités des territoires protégés comme le proposait la définition de la catégorie V de l'UICN, mais bien la finalité première du paysage humanisé, le législateur a cherché à restreindre le paysage au domaine de l'écologie naturelle et en a confié la prise en charge à la direction du MENV qui avait la responsabilité du patrimoine écologique. Ce faisant, il pourrait avoir sous-estimé la complexité du paysage et le caractère inextricable de ses différentes dimensions. Si ce n'était qu'en raison de son caractère foncièrement dynamique et évolutif, celui-ci renvoie effectivement inévitablement à la question du développement et aux différentes dimensions qu'il recoupe. Aussi, tout programme, politique ou législation visant la protection et la mise en valeur des paysages, ne peut-il faire l'économie d'une prise en compte des forces motrices à la base des évolutions en cours et ce, tantôt pour les infléchir tantôt encore pour les appuyer ou simplement leur laisser libre cours. Les propos des initiateurs du projet de l'Estran ci-dessus cités sont éloquentes sur ce point. Aussi, davantage qu'un statut de protection de la biodiversité, d'aucuns ont-ils vu dans ce statut un outil pour promouvoir une certaine forme de développement, soit un développement respectueux des ressources naturelles et humaines présentes sur le territoire. Du coup, une direction du MENV, dont la mission historique relevait de la mise à l'écart du développement de certains territoires exceptionnels, se voyait confier une mission de développement du territoire. Or, comme le soulignait Adrian Phillips « [...] how much easier it was for policy makers to assign absolute protection to a limited number of empty areas than to have to concern themselves with the much more challenging issue of conserving nature in inhabited countryside » (Phillips, 1998, p. 27). L'absence de paysage humanisé paraît donc refléter les hésitations légitimes du responsable du statut à s'engager dans de tels enjeux. Pour paraphraser Guisepelli (2014), le paysage humanisé serait donc victime de la complexité du paysage.

Conclusion : quel avenir pour le statut de paysage humanisé ?

- 31 Les manifestations d'intérêt initiales tout autant que la persévérance des porteurs de dossiers comme celui de l'Estran témoignent de la pertinence sociale du statut de paysage humanisé. Ce constat rejoint en cela ceux qui découlent des analyses menées à l'échelle internationale et qui sont venus démontrer la valeur des aires protégées de catégorie V (Amend *et al.*, 2008). Cette valeur paraît d'autant plus grande que cette catégorie vient fournir les conditions aptes à réconcilier la conservation de la nature et la protection des paysages et ce, en dépit du fait que l'une et l'autre ont souvent pris racine dans des disciplines diverses et utilisé des langages différents (Phillips, 2014). De fait, l'examen mené ici suggère que le statut de paysage humanisé s'est heurté à la fois à

la complexité du paysage et aux défis que posent le développement et l'aménagement, défis qui seraient particulièrement grands au Québec, en raison de la fragmentation des pouvoirs d'intervention sur le territoire (Gagnon, 2008). Comme le rappellent inévitablement les ouvrages d'histoire régionale (Gaffield *et al.*, 1994 ; Séguin et Hardy, 2004 ; etc.), plusieurs régions se sont effectivement développées sur la base de l'exploitation de ressources naturelles. Aussi, des ministères comme ceux en charge des forêts, des mines ou du territoire agricole ont-ils hérité de pouvoirs qui en ont fait et en font toujours des acteurs incontournables en matière de développement et d'aménagement des territoires. Soit des acteurs sans lesquels un statut de protection et de mise en valeur des paysages et de la biodiversité en territoire habité ne peut prendre forme.

- 32 Au-delà du sentiment d'échec qui paraît émaner des douze années écoulées depuis l'adoption du statut de paysage humanisé, celles-ci paraissent riches en enseignements et en pistes d'actions sur lesquelles s'engager. Ainsi, en révélant les limites des approches sectorielles, ce statut pourrait devenir un véritable laboratoire pour l'actualisation des structures qui encadrent l'aménagement du territoire. Ce faisant, la contribution du paysage humanisé pourrait déborder largement de la seule réponse aux demandes sociales auxquelles il visait répondre, demandes dont l'importance ne cesse par ailleurs de s'affirmer.

L'auteur tient à remercier Olivier Craig-Dupont, doctorant à l'Université de Montréal, pour ses commentaires et apports à une version préliminaire du texte.

BIBLIOGRAPHIE

- Amend, T., Brown, J., Kothari, A., Phillips, A. et Stolton, S. (dir.), *Protected Landscapes and Agrobiodiversity Values*, vol. I, de la série « Protected Landscapes and Seascapes », IUCN & GTZ, Heidelberg, Kasperek Verlag, 2008.
- Barbour, M. G., « Ecological Fragmentation in the Fifties », dans, Cronon, W. (dir.), *Uncommon Ground : Rethinking the Human Place in Nature*, New York, W. W. Norton & Co., 1995, p. 233-255.
- Berdoulay, V. et Phipps, M. (dir.), *Paysage et Système*, Ottawa, Édition de l'Université d'Ottawa, 1985.
- Bourdages, J.-L., Bouchard, A. et Trépanier, M.-O., *Les Parcs naturels du Canada et du Québec. Politiques, lois et règlements*, Montréal, Université de Montréal, faculté des arts et sciences, Institut d'urbanisme, 1984.
- Bureau, L., « Des paysages, des idées, des hommes : le projet collectif de Charlevoix », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 21, n° 53-54, 1977, p. 187-220.
- Campbell, C.E. (dir.), *A Century of Parks Canada, 1911-2011*, Calgary, University of Calgary Press, 2011.
- Charyolin, F., *L'invention de l'environnement en France. Chronique anthropologique d'une institutionnalisation*, Paris, La Découverte, 2003.

- Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (Cosepac), « Évaluation et rapport de situation du Cosepac sur le goélu des prés (*Dolichonyx oryzivorus*) au Canada », Ottawa, 2010.
- Côté, J.-C. et Gerardin, V., « Le paysage humanisé comme projet d'une société menacée », dans Domon, G. (dir.), *Le Paysage humanisé au Québec, nouveau statut, nouveau paradigme*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2009.
- Courcier, S. et Domon, G., « Recognizing the multifunctional nature of agriculture : Stakes and challenges in Montréal and Ile Bizard », dans Scazzosi, L. et Nella Branduini, P. (dir.), *AgriCuture*, Elsevier, coll. « Urban Agriculture series », 2015, (à paraître).
- Courcier, S. et Domon G., « Le statut de paysage humanisé au Québec », dans Domon, G. (dir.), *Le Paysage humanisé au Québec. Nouveau statut, nouveau paradigme*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2009.
- Craig-Dupont, O., « Hunting, Timber Harvesting, and Precambrian Beauties : The Scientific Reinterpretation of La Mauricie National Park's Landscape History, 1969-1975 », dans Campbell, C.E. (dir.), *A Century of Parks Canada, 1911-2011*, Calgary, University of Calgary Press, 2011.
- Cronon, W., « The Trouble with Wilderness : Or, Getting Back to the Wrong Nature », *Environmental History*, 1996, vol. 1, n° 1, p. 7-28.
- Deglise, F., « Apprivoiser le paysage pour le rendre cohérent », Montréal, *Le Devoir*, 21 juin 2008.
- Domon, G. et Falardeau, J., (dir.), *Méthodes et Réalisation de l'écologie du paysage pour l'aménagement du territoire*, Montréal, Polyscience, 1995.
- Domon, G., Beaudet, G. et Joly, M., *Évolution du territoire laurentidien : caractérisation et gestion des paysages*, Montréal, Isabelle Quentin Éditeur, 2000.
- Domon, G. et Ruiz, J., « La convention européenne des paysages : quels enseignements pour le Québec ? », *Vertigo. La revue électronique en sciences de l'environnement*, rubrique « Débats et Perspectives », 2015, URL : <http://vertigo.revues.org/15367>.
- Ducruc, J.-P., « Le Cadre écologique de référence : les concepts et les variables de la classification et de la cartographie écologique au ministère de l'Environnement », *Contribution de la cartographie écologique*, n° 42, Québec, direction de la Conservation et du Patrimoine écologique, ministère de l'Environnement, 1991.
- Ducruc, J.-P., *Le Cadre écologique de référence*, Québec, Les Publications du Québec (soumis pour publication), 2015.
- Gaffield, C., Cellard, C., Pelletier, G., Vincent-Domey, O., Andrew, C., Beaucage, A., Fortier, N., Harvey, J. et Soucy, J.-M., *Histoire de l'Outaouais*, Québec, IQRC, 1994.
- Gagnon, S., « Le rôle de la spatialité dans l'organisation des territoires : un cadre théorique et méthodologique de nature géographique pour interpréter la territorialisation du développement », dans Massicotte, G. (dir.), *Sciences du territoire. Perspectives québécoises*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2008.
- Gerardin, V., « Pourquoi le paysage humanisé doit-il prendre pleinement sa place dans le plan d'action stratégique 2010-2015 sur les aires protégées ? Le paysage humanisé : un outil innovateur de développement rural », dans « Paysage humanisé : outil innovateur de développement rural », colloque tenu à Saint-Stanislas de Champlain 3 décembre 2010, URL : http://www.mouvementvert.com/pdf/conferencier/v_%20gerardin.pdf.

Gerardin, V., « Les orientations conservatoires du Plan Nord changeront-elles la foresterie ? – ou – La foresterie sera-t-elle, ou devrait-elle être différente au nord du 49° N ? », dans « Le Plan Nord sous le couvert forestier », colloque de l'Ordre des ingénieurs forestiers, Québec, 29 mars 2012.

Gaudreau, L., « Vision et rôles de l'État québécois en matière d'aires protégées », dans « Les aires protégées – différentes visions, un même objectif », colloque, Québec, Université Laval, 2007.

Grondin, P., « Écologie forestière », dans collectif, Manuel de foresterie, Québec, Éditions MultiMondes et Ordre des ingénieurs forestiers du Québec, 2009.

Groupe-conseil sur la politique du patrimoine culturel du Québec, « Notre patrimoine, un présent du passé », Québec, proposition présentée à Mme Agnès Maltais, ministre de la Culture et des Communications, 2000.

Guisepelli, E., « Le paysage au croisement des développements agricole et territorial : cohérences, contradictions et perspectives », dossier d'habilitation à diriger les recherches en géographie, t. 1, 2014.

Joliet, F., « Paysages et naturalités, en images », habilitation à diriger des recherches, Angers, université d'Angers – UMR ESO, 2014.

Judd, R.W., « Approches en histoire environnementale : le cas de la Nouvelle-Angleterre et du Québec », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 9, n° 1, 2006.

Jurdant, M., Bélair, J.-L. Gerardin, V. et Ducruc, J.-P., *L'Inventaire du capital-nature*, Ottawa, ministère des Approvisionnements et Services, coll. « La classification écologique du territoire », n° 2, 1977.

Jurdant, M., *Le Défi écologiste*, Montréal, Boréal Express, 1984.

MacEachern, A., *Natural Selections : National Parks in Atlantic Canada, 1935-1970*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2001.

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), « Le paysage humanisé : une aire protégée différente », Québec, 2015.

Otte, A., Simmering, D. et Wolters V., « Biodiversity at the landscape level : recent concepts and perspectives for multifunctional landscapes », *Landscape Ecology*, vol. 22, n° 5, 2007, p. 639-642.

Phillips, A., « The nature of cultural landscapes a nature conservation perspective », *Landscape Research*, vol. 23, n° 1, 1998, p. 21-38.

Phillips, A., « Nature conservation and Landscapes : an introduction to the issues », dans, Gambino, R. et P., Attilia (dir.), *Nature Policies and Landscape Policies Towards an Alliance*, Heidelberg et New York, Springer, 2014.

Poullaouec-Gonidec, P., Martin, P. L. et Epstein, J., « Trois regards sur le village de Verchères. Essai de caractérisation du paysage », rapport final pour le ministère des Affaires culturelles du Québec, Montréal, École d'architecture de paysage, faculté de l'aménagement, Université de Montréal, 1993.

Québec, « Orientations stratégiques du Québec en matière d'aires protégées », Québec, Gouvernement du Québec, 2011.

Raveneau, J., « Analyse morphologique, classification et protection des paysages : le cas de Charlevoix », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 21, n° 53-54, 1977, p. 135-186.

Séguin, N. et R. Hardy, *Histoire de la Mauricie*, Québec, PUL-IQRC, 2004.

Ville de Montréal, « Demande de reconnaissance du projet de paysage humanisé de L'Île-Bizard », présentée au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Montréal, 2014, disponible à l'adresse suivante : URL : http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ARROND_IBI_FR/MEDIA/DOCUMENTS/paysage_humanise.pdf.

White, R., « From wilderness to hybrid landscapes : The cultural turn in environmental history », *Historian*, vol. 66, n° 3, 2004, p. 557-64.

Zonneveld, J.-S., « Scope and concepts in Landscape Ecology as an emerging science » dans, Zonneveld, J.-S. et Forman, R. T. T. (dir), *Changing Landscapes : an Ecological Perspective*, New-York, Springer-Verlag, 1990.

NOTES

1. Pour fin d'exactitude, soulignons que c'est dans la loi sur les réserves naturelles en milieu privé (chapitre R-26.2) adoptée un an plus tôt mais remplacée dès décembre 2012 par la loi sur la conservation du patrimoine naturel (chapitre C-61.01) qu'apparaît la préoccupation envers le paysage ; la réserve naturelle étant définie comme une « [...] propriété privée dont les caractéristiques sur le plan biologique, écologique, faunique, floristique, géologique, géomorphologique ou paysager présentent un intérêt qui justifie leur conservation [...] ».
2. On trouvera dans Courcier et Domon, 2009, une présentation détaillée de la procédure menant à l'obtention du statut.
3. Ce ministère a par la suite été désigné de différentes manières : ministère de la Culture ; ministère de la Culture et des Communications ; ministère de la Culture, des communications et de la Condition féminine ; etc. Pour fin de simplicité, nous retiendrons dans la suite du texte l'appellation : ministère de la Culture du Québec (MCQ).
4. Le ministère de l'Environnement du Québec a été désigné de différentes façons : ministère de l'Environnement ; ministère de l'Environnement, de la Faune et des Parcs ; ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, etc. Pour fin de simplification, nous retiendrons dans la suite du texte le terme ministère de l'Environnement (MENV).
5. L'article 2 de la loi sur le patrimoine culturel définit le paysage culturel patrimonial comme un « territoire reconnu par une collectivité pour ses caractéristiques paysagères remarquables résultant de l'interrelation de facteurs naturels et humains qui méritent d'être conservées et, le cas échéant, mises en valeur en raison de leur intérêt historique, emblématique ou identitaire ».
6. Voir à ce sujet le résumé du 1^{er} forum sur la demande sociale en paysage tenu à Montréal en juin 2008, URL : <http://www.paysage.umontreal.ca/fr/recherches-et-projets/demande-sociale-en-paysage>

RÉSUMÉS

Répondant à une demande sociale croissante, le gouvernement québécois instaurait en 2002 le statut de paysage humanisé. Inscrit dans la loi sur la conservation du patrimoine naturel et

relevant de la catégorie V de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), ce statut vise la protection et la mise en valeur d'aires « [...] constituées à des fins de protection de la biodiversité d'un territoire habité [...] dont le paysage et les composantes naturelles ont été façonnés par des activités humaines en harmonie avec la nature [...] ». En retenant la biodiversité comme première porte d'entrée pour la prise en compte du paysage, le gouvernement québécois empruntait une voie originale. Or, 12 ans plus tard, aucun paysage humanisé n'a encore été créé. Comment expliquer la difficulté du statut à trouver place dans la pratique ? Dans quelle mesure la prédominance accordée à la biodiversité et donc à la dimension naturelle du paysage peut-elle l'expliquer ? Après avoir présenté les grandes caractéristiques du statut, l'article retrace les principaux travaux qui ont alimenté la démarche gouvernementale en matière de paysage et conduit à la reconduction de la division entre nature et culture. Sur ces bases, il propose une analyse pour comprendre les principaux facteurs auxquels se heurte ce statut. L'analyse met ainsi en évidence les limites des approches sectorielles qui, dans le présent cas, ont conduit à réduire le paysage au domaine de l'écologie naturelle. En révélant les limites de telles approches, ce statut pourrait devenir un véritable laboratoire pour l'actualisation des structures qui encadrent l'aménagement du territoire québécois.

In response to increasing social pressure, the government of Quebec created the status of the humanised landscape. As part of the law on the conservation of the natural heritage and of category V as defined by the International Union for the Conservation of Nature (IUCN), this status is intended for the protection and enhancement of certain areas “[...] constituted to protect the biodiversity of an inhabited territory, [...] the landscape and natural components which have been shaped by human activity in harmony with nature [...]”. By defining biodiversity as the starting point for acknowledging the importance of the landscape, the Quebec government adopted an original approach. However, 12 years later, no humanised landscape has been created. How can this difficulty for the status to find its practical role be explained? To what extent can the predominance given to biodiversity and therefore to the natural dimension of the landscape be explained? After describing the main aspects of the status, the article presents the research and studies which inspired the governmental approach to the landscape and led to the renewed division between nature and culture. On these bases, it proposes an analysis to understand the main factors this status has to contend with. The analysis reveals the limitations of sector-type approaches which, in the present case, led to reducing the scope of the landscape to that of natural ecology. By revealing the limits of such approaches, this status could become an experimental field for modernising the structures regulating the development of the region of Quebec.

INDEX

Mots-clés : aires protégées, paysage humanisé, biodiversité, Québec, protection et mise en valeur des paysages

Keywords : protected areas, humanised landscape, biodiversity, Quebec, protection and development of landscapes

AUTEUR

GÉRALD DOMON

Gérald Domon est professeur titulaire et directeur scientifique associé à la chaire en paysage et environnement et à la chaire Unesco en paysage et environnement de la faculté de

l'aménagement de l'Université de Montréal.
gerald.domon[at]umontreal[dot]ca